e-Migrinter

5 | 2010

Migrations dans les pays nordiques

L'évolution de l'histoire migratoire finlandaise : de l'exode des autochtones aux commerces des Africains

Anna-Kaisa Ranta

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/e-migrinter/2059>

DOI : 10.4000/e-migrinter.2059

ISSN : 1961-9685

Éditeur

UMR 7301 - Migrinter

Édition imprimée

Date de publication : 28 avril 2010

Pagination : 46-56

ISSN : 1961-9685

Référence électronique

Anna-Kaisa Ranta, « L'évolution de l'histoire migratoire finlandaise : de l'exode des autochtones aux commerces des Africains », *e-Migrinter* [En ligne], 5 | 2010, mis en ligne le 20 avril 2020, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/e-migrinter/2059> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/e-migrinter.2059>

Tous droits réservés

L'évolution de l'histoire migratoire finlandaise : de l'exode des autochtones aux commerces des Africains

Anna-Kaisa Ranta

Cet article se propose d'étudier l'évolution de l'histoire migratoire finlandaise. Pays d'émigration dans les années 1980, la Finlande accueille aujourd'hui diverses populations. Nous verrons ici les principales caractéristiques de cette évolution et aborderons, dans un deuxième temps, plus particulièrement le cas des migrants subsahariens. Même si ceux-ci sont peu nombreux (9 836 migrants issus de l'Afrique subsaharienne en 2006), leur présence est aujourd'hui de plus en plus perceptible, notamment à travers l'implantation de commerces dits ethniques dans les quartiers cosmopolites d'Helsinki. À partir d'une enquête exploratoire réalisée à « Kallio », un quartier péricentral d'Helsinki, il s'agit de proposer des pistes de réflexions permettant de mieux lire cette dynamique urbaine, encore peu étudiée en Finlande.

De l'émigration à l'immigration

Entre 1860 et 1996, plus d'un million de personnes ont quitté la Finlande. Cette émigration est essentiellement liée aux conditions économiques peu favorables du pays. Nous pouvons distinguer deux grandes vagues de départs. Une première est celle de la période 1860 - 1944 où environ 500 000 Finlandais sont partis, principalement aux Etats-Unis (300 000 personnes) et au Canada (70 000 personnes). Une seconde vague débute à la fin de la Seconde Guerre mondiale et prend fin en 1996. Durant cette période, environ 705 000 personnes ont quitté la Finlande, cette fois au profit de la Suède (Söderling 1998).

Ce sont les années 1990 qui vont marquer le début d'une transformation des flux migratoires. Pour la première fois – et sans tenir compte de l'évacuation des populations caréliennes et ingriennes durant la Seconde Guerre mondiale¹, la Finlande devient un pays d'accueil pour des immigrés originaires de différentes parties du monde. C'est plus précisément en 1993 que la Finlande entre statistiquement dans l'ère d'immigration, le pourcentage d'étrangers dans la population totale dépassant désormais la barre de 1 %². Cette transformation intervient par ailleurs à l'époque où la Finlande connaît la crise économique la plus profonde de son histoire en temps de paix depuis les années 1860. On souligne également la place importante de l'immigration suédoise et des migrations de retour : jusqu'à la fin des années 1980, 85 % des immigrés en Finlande étaient soit des

¹ Les populations caréliennes évacuées étaient originaires des territoires cédés à la Russie. Les Ingriens sont des « migrants de retour d'origine finlandaise » qui vivaient dans les territoires russes.

² Tilastokeskus (Centre National de Statistiques).

anciens émigrés finlandais auparavant installés en Suède, soit des descendants de ces mêmes émigrés.³ En revanche, dans les années 1990, plus de la moitié des immigrés étaient d'origine étrangère, c'est-à-dire non considérés comme des « migrants de retour »⁴. Nous verrons ici les caractéristiques de l'évolution de l'immigration en Finlande, tout en évoquant les principales réponses politiques mises en place.

Les modestes débuts de l'accueil des réfugiés

Après la Seconde Guerre mondiale, la Finlande doit reloger quelques 500 000 personnes originaires des régions cédées à l'URSS suite au traité de paix. Cela engendre une atmosphère hostile générale envers les étrangers. Contrairement aux autres pays nordiques, la Finlande n'accueille pas de réfugiés en provenance des pays de l'Europe de l'Ouest tombés dans la dictature (l'Espagne, le Portugal et la Grèce), ni de

réfugiés hongrois en 1956 ou de réfugiés tchécoslovaques en 1968 (Laakkonen, 2009).

Les premiers réfugiés accueillis par la Finlande après la Seconde Guerre mondiale sont un groupe de Chiliens, arrivés en 1973. Le gouvernement décide en effet d'accorder le statut de réfugié politique à une centaine de personnes voulant quitter le Chili de Pinochet (Laakkonen, 2009). Puis, en 1979, le gouvernement décide à nouveau d'accorder le statut de réfugié à un groupe de Vietnamiens, également une centaine (Seppälä, 2000).

Ces décisions se révèlent difficiles à mettre en œuvre du fait du manque de structures d'accueil. Toutefois, un problème plus grave se pose : il n'existe pas de loi, à l'époque, relative aux étrangers vivant en Finlande (Petrell, 2008). Cela crée une situation de non-droit : l'administration n'a pas l'obligation de justifier les décisions liées aux demandes d'asile ou aux permis de séjours et les étrangers n'ont pas de recours juridique quant aux refus de leurs demandes (Petrell, 2008). La première loi concernant le statut des immigrés est promulguée en 1983 et donne le droit aux étrangers de faire appel lorsque leur demande de permis de séjour est rejetée (Petrell, 2008). C'est donc l'accueil des premiers réfugiés chiliens qui entame, quoique de manière modeste, la phase d'ouverture de la politique migratoire finlandaise.

L'arrivée de Vietnamiens continue au début des années 1980 et la Finlande, comme plusieurs autres pays européens, les accueille en tant que réfugiés. On note une deuxième vague de migrants au début des années 1990, avec à l'arrivée des réfugiés et des demandeurs d'asile somaliens.⁵ Par la suite, le nombre de personnes arrivées en Finlande se stabilise : l'immigration est

³ Dans une moindre mesure, aussi des migrants de retour des Etats-Unis. En ce qui concerne les statistiques : Tilastokeskus.

⁴ La définition de l'« immigré » en Finlande est fondée sur trois données : la langue maternelle, le pays de naissance et la nationalité. Chacune de ces catégories présente un problème si l'on tient à observer le nombre d'immigrés dans le pays. La prise en compte de la langue maternelle (qui, d'ailleurs peut être une notion très subjective) conduit à l'erreur dans les recensements car la Finlande est officiellement un pays bilingue (finnois et suédois). Ainsi une personne déclarant le suédois comme langue maternelle peut aussi bien être un ressortissant finlandais que suédois. Les individus ayant plusieurs langues maternelles sont également difficilement appréhendés à travers ce genre de statistique. Le variable « pays de naissance » en revanche compte également les enfants des finlandais nés à l'étranger. La nationalité comme variable ne fait pas figurer les personnes naturalisées finlandaises dans les statistiques. Dans les recensements officiels à propos de la durée du séjour, l'« immigré » est une personne étrangère ayant le domicile principal en Finlande pour une durée minimum d'un an (Maahanmuuttovirasto, Finnish Immigration Service). Juridiquement, une personne naturalisée n'est pas un immigré (Yhdenvertaisuushanke [Trad. propre: Programme d'égalité], yhdenvertaisuus.fi).

⁵ Työ – ja elinkeinoministeriö (Le Ministère du travail). Il est question d'environ 500 personnes pour l'année 1991, de 1100 personnes pour l'année 1992 et de 900 personnes pour 1993.

désormais en légère hausse, mais l'on n'observe plus de pic statistique particulier.⁶

Parallèlement à l'évolution de l'immigration en Finlande, la loi de 1983 concernant le statut des étrangers devient de plus en plus insuffisante. Les premières améliorations significatives sont « *l'ouverture des postes d'État aux citoyens étrangers en 1989* » (Ylänkö, 2002 : 152) et la liberté d'association, de réunion et de la presse au début des années 1990. Les citoyens étrangers n'ont alors plus besoin d'autorisation particulière pour fonder une association sans président de nationalité finlandaise (Ylänkö, 2002). En 1991, une nouvelle loi concernant le statut des citoyens étrangers est enfin promulguée. Elle est modifiée à plusieurs reprises entre 1991 et 2000 (Petrell, 2008). Les années 1990 marquent donc une décennie de changement pour la Finlande et il devient de plus en plus évident que le phénomène migratoire n'est pas qu'une phase provisoire, mais bien une nouvelle réalité sociale.

La Finlande comme pays d'accueil pour travailleurs étrangers

Pendant longtemps, le sujet de l'immigration en Finlande a donc été abordé à travers les questions liées aux réfugiés et aux demandeurs d'asile. Ce n'est que dans la deuxième moitié des années 1990 et au début des années 2000 que l'on prend conscience des autres formes de l'immigration, la discussion étant désormais orientée vers des notions telles que l'« immigration de travail » ou l'« immigration économique ».⁷

En effet, parmi les quelques 120 000 immigrés arrivés en Finlande pendant les années 1990, peu ont comme motivation première la recherche d'un travail ou bien un emploi qui les attend. Il s'agit essentiellement, en plus des demandeurs

d'asile ou des réfugiés, d'étudiants ou de personnes venant dans le cadre du regroupement familial (les conjoints étrangers des Finlandais inclus). En revanche, depuis le début des années 2000 et jusqu'en 2008, le nombre de demandes de permis de séjour en vue de travailler augmente progressivement d'une année à l'autre. En observant le nombre de ces permis de séjour accordés depuis 2006⁸, on constate une hausse sensible aussi bien au niveau des demandes qu'au niveau des permis accordés. En 2006, sur 3215 demandes enregistrées, 2872 ont obtenu une réponse favorable.⁹ Durant l'année 2007, 5280 permis de travailleur ont été accordés sur 5850 demandés. Enfin, en 2008, sur 6879 permis demandés, 5930 ont été accordés.¹⁰ La première moitié de l'année 2009 quant à elle marque une légère baisse, ce qui est certainement dû à la crise économique actuelle et, de ce fait, à la diminution des emplois disponibles.

La tendance générale est donc à la hausse du nombre de demande de permis de séjour, surtout ceux des travailleurs et des étudiants. Néanmoins, les réfugiés et les demandeurs d'asile représentent toujours une partie importante dans ces statistiques, tout comme ceux qui viennent dans le cadre du regroupement familial.

Si depuis les années 1990 les Russes, les Estoniens, les Suédois et les Somaliens¹¹ représentent statistiquement les groupes

⁸ Les statistiques antérieures ne sont pas disponibles à cause d'une réforme administrative, en 2005, des organes délivrant les permis pour travailleur. Plusieurs services traitaient des demandes à l'époque et leurs données n'ont jamais été regroupées de manière exhaustive.

⁹ Maahanmuuttovirasto (Finnish Immigration Service). Le délai dans le traitement des demandes de permis de séjour pour travailleur était d'environ un mois et demi, certaines demandes ont pu être déposées l'année précédente.

¹⁰ Il s'agit des personnes en provenance de pays hors UE, les citoyens de l'UE n'ayant pas besoin de permis pour travailler.

¹¹ Työ -ja elinkeinoministeriö (Le Ministère du travail), statistiques.

⁶ Työ -ja elinkeinoministeriö (Le Ministère du travail).

⁷ Maahanmuuttovirasto (Finnish Immigration Service), www.migri.fi/netcomm.

immigrés les plus nombreux en Finlande, l'arrivée récente de travailleurs et d'étudiants étrangers pourrait changer cette tendance. En effet, depuis 2006, et concernant les statistiques relatives aux demandes de permis pour travailleur, on note un nombre important de Russes, certes, mais aussi de Chinois, de Turcs et d'Indiens. Les Russes sont également en tête du classement du nombre de demandes de permis de séjour étudiant, mais ils sont suivis des Chinois, des Américains du Nord, des Turcs et des Nigériens¹², soit des nationalités jusque là peu visibles dans le paysage statistique de l'immigration finlandaise. C'est par ailleurs chez les ressortissants des pays d'Afrique subsaharienne anglophone où l'augmentation des demandes de permis de séjour étudiant sont les plus importantes.

La politique migratoire actuelle tend vers une ouverture du marché de travail aux étrangers. Le discours sur le « besoin des diplômés et des travailleurs qualifiés » pour répondre au problème démographique du vieillissement de la population est omniprésent. Paradoxalement, la plupart des permis de travail accordés le sont pour des secteurs d'emploi peu rémunérés ou peu qualifiés tels que le ménage, la conduite des véhicules lourds ou le jardinage.¹³ Le discours politique et les réalités du marché d'emploi sont donc encore loin de se rencontrer. Il est quasi-impossible de trouver un emploi en Finlande, sans parler d'emploi qualifié, si l'on ne maîtrise pas le finnois. Même les étudiants étrangers ayant eu leur diplôme en Finlande et maîtrisant le finnois parlent quittent le pays, souvent pour d'autres pays Européens, car ils ne trouvent pas de débouchés dans le milieu professionnel finlandais.

Enfin, la loi concernant les citoyens étrangers a été révisée à plusieurs reprises durant les années 2000, tantôt au sujet de l'obtention de la nationalité, tantôt à propos de la structure d'accueil des réfugiés ou de la

structure dite de l'« intégration » des immigrés. La dernière date de l'année 2009, il s'agit d'un amendement de la loi délivrant le droit de travailler avec un permis provisoire de séjour. Cet amendement a suscité une vive polémique parmi la population et dans le milieu politique, certains disant qu'il fait de la Finlande « une destination trop facile d'accès à n'importe qui ». Le parlement a toutefois ratifié l'amendement avec une large majorité : la volonté d'« intégrer » les étrangers dès l'arrivée par le travail l'a emporté sur le reste.

Le cas des Africains en Finlande

Les flux migratoires originaires de l'Afrique subsaharienne vers le vieux continent ont pris de nouvelles directions durant les deux dernières décennies. Historiquement, les Africains ont rejoint des espaces linguistiquement familiers en optant pour les anciennes métropoles coloniales. Du fait de l'adoption de législations restrictives par les traditionnels pays d'accueil, les choix s'expliquent beaucoup moins de nos jours par les liens historiques ou linguistiques. Ces nouvelles dynamiques migratoires ont contribué à l'émergence de nouveaux pays d'accueil, tels que la Finlande.

Dans leur majorité, les immigrés africains viennent en Finlande en tant que réfugiés ou avec un visa d'étudiant. Il ne s'agit donc pas, à priori, d'une migration économique. Une partie importante des immigrés célibataires trouve une conjointe finlandaise rapidement après leur arrivée. C'est ainsi que, juridiquement, le séjour en Finlande devient un séjour motivé par des raisons familiales (Ylänkö, 2002). Les réfugiés somaliens et les membres de leur famille les ayant rejoint ultérieurement par la procédure de regroupement familial forment le groupe d'immigrés africains actuellement le plus important en Finlande. Après les Somaliens viennent les Nigériens, les Ghanéens, les Ethiopiens et les ressortissants de la République démocratique

¹² *Idem.*

¹³ *Idem.*

du Congo. 82 langues différentes étaient parlées par les Africains en Finlande.

Quels que soient les motifs de l'arrivée des immigrés africains en Finlande, il est vraisemblable que, selon le projet migratoire initial, la Finlande n'est pas la dernière étape du trajet migratoire. Les entretiens réalisés par Joronen (1997) montrent que nombreux d'entre eux considèrent la Finlande comme une phase provisoire avant de migrer vers un pays tiers ou bien avant de retourner en Afrique. Certains envisagent cette éventualité même après un séjour d'une dizaine d'années en Finlande. Comme le remarque Joronen, il serait trompeur de tirer des conclusions (faire des catégories) à long terme sur les motifs du séjour d'un moment donné car, en pratique, les situations individuelles peuvent changer rapidement à cause du chômage, d'un divorce, de difficultés avec le permis de séjour etc. Il est compréhensible que les projets d'avenir soient souvent incertains, surtout pour ceux qui n'ont pas la nationalité finlandaise et donc ne jouissent pas de la totalité des droits et des privilèges d'un citoyen finlandais. Cependant, l'octroi de la nationalité finlandaise ne renforce pas nécessairement la probabilité de rester en Finlande puisqu'en pratique, il rend les autres pays de l'UE plus accessibles.

Quelles que soient leurs origines, les immigrés africains ne peuvent compter sur une quelconque familiarité linguistique en arrivant en Finlande. Les africains anglophones trouvent probablement les débuts de leur installation plus faciles que les francophones ou les lusophones du fait que l'enseignement et la présence des médias anglophones soient bien assurés. En effet, presque toute la population autochtone maîtrise un minimum d'anglais. Néanmoins, l'idée selon laquelle on peut s'en sortir avec l'anglais en Finlande est de plus en plus trompeuse au fur et à mesure que le séjour se prolonge. Ni l'anglais, ni le français ne servent de clé d'accès au marché du travail ou à la vie sociale.

La polarisation résidentielle des Africains dans le district d'Helsinki

À la fin de l'année 2007, 52 % des personnes ayant une nationalité étrangère en Finlande vivaient dans le district d'Helsinki (la capitale regroupe cependant 22 % de la population nationale).¹⁴ Sur environ 11 000 personnes ayant une nationalité de l'Afrique subsaharienne, environ 7400 vivaient dans le district d'Helsinki.¹⁵ Le taux de concentration résidentielle des étrangers est donc élevé dans cet espace de 3 679 km² abritant environ 1 380 000 personnes au total dans ses 14 communes.¹⁶

À partir de ces chiffres, on peut donc constater que la population subsaharienne est très fortement concentrée dans le district d'Helsinki. Ceci est dû en partie au fait qu'à leur arrivée, les immigrés s'installent directement dans la capitale ou à proximité de celle-ci. C'est une tendance mondiale liée à l'attractivité des capitales. Ces statistiques traduisent toutefois une autre dynamique migratoire en cours, celle de la migration à l'intérieur du pays. En soi, ce phénomène n'a rien d'exceptionnel : les immigrés emménagent là où les autochtones le font aussi. Les flux migratoires des immigrés, comme ceux des autochtones, vont majoritairement en direction des grandes villes. En revanche, ceux des immigrés vont quasi exclusivement vers Helsinki ou Turku tandis que les flux des autochtones se dirigent également vers les grandes villes de l'Ouest et du Nord. L'explication de ce mouvement se trouve dans la politique migratoire de la Finlande et plus précisément dans la défaillance de la politique d'accueil des réfugiés. Cette politique est fondée sur le principe de l'État qui subventionne les communes qui prennent en charge l'accueil des réfugiés. L'État fixe un montant annuel par personne accueillie qu'il distribue aux communes afin de couvrir les dépenses que l'accueil occasionne durant les trois

¹⁴ Tilastokeskus (Centre National de Statistiques).

¹⁵ *Idem.*

¹⁶ *Idem.*

premières années. Parmi les communes ayant signé le contrat d'accueil des réfugiés, sont censées figurer seulement celles *disposant suffisamment de ressources, ayant la possibilité d'offrir un large éventail de services, de bonnes conditions de logement, un emploi éventuel ou d'autres activités permettant une subsistance agréable* (Ahlgren-Leinvuo in Joronen, 2005 : 30), et tout cela sur le long terme. En réalité, il y a beaucoup de petites communes, parfois rurales, qui ont accueilli des réfugiés, et ce en sachant pertinemment qu'elles ne pourraient assurer ni les services dont les réfugiés ont besoin, ni un emploi éventuel. Comme le fait remarquer Ahlgren-Leinvuo, cette pratique sous-tend une politique nationale de revitalisation des zones en déclin démographique, plutôt que la recherche réelle de solutions pour les réfugiés. Evidemment l'accueil des réfugiés leur est bénéfique car les subventions de l'État sont conséquentes. De cette manière les communes décaissent de l'argent directement, mais aussi indirectement sous forme de revenus imposables que sont les aides sociales étatiques dont les réfugiés bénéficient. Pour Ahlgren-Leinvuo, cette politique est néfaste non seulement pour le bien-être des réfugiés, pour qui le choix du lieu de résidence est limité (la résidence « par contrat » n'est pas une obligation, mais en pratique il est difficile pour les réfugiés de se loger de leur propre initiative), mais aussi pour le district d'Helsinki.

En effet, ce fonctionnement crée un cercle vicieux car au commencement de cette politique, les communes en dehors de la région du sud étaient les plus sollicitées par l'Etat. Ainsi, elles bénéficiaient d'un budget important afin d'assurer l'installation des réfugiés. Les communes de la région du Sud n'ont pas eu droit aux mêmes retombées financières n'ayant pas reçu des réfugiés. Ainsi, quand les réfugiés partent de leur premier lieu d'accueil, généralement pour aller vers le district d'Helsinki, ces communes sont confrontées à une situation où elles doivent faire face à la demande croissante du logement social d'ores et déjà

insuffisant. Elles doivent également assurer les services publics pour les nouveaux citoyens (la sécurité sociale gratuite par exemple) et les prendre en charge sous forme d'aides sociales particulières dans le cas où ces personnes n'ont pas de revenus ou dans le cas où les aides sociales étatiques sont insuffisantes pour subvenir à leurs besoins. De ce fait, leurs capacités théoriques d'assumer l'installation à long terme de nouveaux réfugiés dans le cadre de la politique étatique d'accueil diminuent et elles se voient accorder chaque année un nombre de réfugiés subventionnés de plus en plus restreint, ce qui à son tour signifie la baisse des compensations étatiques par chaque réfugié. L'absurdité de cette politique est d'autant plus flagrante qu'il est connu depuis des années que la plupart des réfugiés quittent leur lieu de résidence initial pour aller vers le sud du pays, et ceci survient souvent au cours des trois premières années de l'installation.

Comme nous l'avons remarqué auparavant, la majeure partie de Subsahariens en Finlande sont des réfugiés et sont par conséquent concernés par la dynamique qu'engendre cette politique d'accueil. Les travaux d'Ahlgren-Leinvuo démontrent ce processus à partir du cas des réfugiés somaliens. Alors qu'à la fin de leur première année de résidence en Finlande seulement 19 % vivent dans la région de la capitale, à la fin de leur sixième année de résidence, 71 % d'entre eux y résident. Étant donné qu'il n'existe pas d'études sur les parcours résidentiels des immigrés en Finlande¹⁷, qu'ils soient réfugiés ou non, et que les statistiques ne donnent pas de détails sur les individus ayant déménagé, l'hypothèse du mouvement résidentiel des subsahariens vers la région du sud se fonde sur la logique du comportement de tous les réfugiés et sur les statistiques qui indiquent

¹⁷ L'étude d'Ahlgren-Leinvuo recense uniquement la présence des réfugiés somaliens à un endroit donné à deux dates différentes, dans un intervalle temporel de six ans.

une forte présence des subsahariens dans le district d'Helsinki.

Les initiatives commerciales des Africains à Helsinki

Il existe encore peu de données sur l'entrepreneuriat des immigrés en Finlande. La collecte de ces données est néanmoins importante pour plusieurs raisons. Tout d'abord, les entreprises sont considérées comme un paramètre de plus en plus essentiel dans l'économie finlandaise, et ce à une époque où l'internationalisation et l'entrepreneuriat sont perçus comme un moyen efficace d'intégration des immigrés sur le marché de l'emploi et, par là, dans la société d'accueil. Au niveau individuel, l'entrepreneuriat peut procurer un moyen de subsistance aux immigrés en Finlande, qui pour maintes raisons - telles que la discrimination ou la maîtrise insuffisante du finnois - ne trouvent pas de travail et sont par conséquent dépendants des aides sociales. Et comme le pensent certains chercheurs, en plus de l'indépendance financière, le travail peut assurer d'autres sources de bien-être tels que les relations sociales ou la confiance en soi (Ekholm, 1994 : 32).

A propos de l'entrepreneuriat des immigrés en Finlande, de son histoire et de sa configuration actuelle, il est important de faire un détour par ce que l'on appelle le taux d'« intention entrepreneuriale », autrement dit le pourcentage de la population qui prévoit de fonder une entreprise. Bien que les immigrés puissent avoir des intentions différentes du reste de la population, cela donne toutefois une idée sur l'attitude de la société vis-à-vis de l'entrepreneuriat. D'après une comparaison internationale de l'intention entrepreneuriale (Joronen, Salmenkangas et Ali, 2000 : 44), dans les pays du G7¹⁸ plus le Danemark, la Finlande et Israël, la Finlande détenait la dernière place. En effet, parmi tous les pays

de l'enquête, c'est en Finlande qu'il y avait le moins de projets de création d'entreprises proportionnellement à la population : une personne sur 67 contre une sur 12 aux Etats-Unis, situés au premier rang de cette comparaison.

Je ne reviens pas ici sur les causes conjoncturelles de cette situation, mais remarquons simplement que dans la société finlandaise, l'entrepreneuriat n'est pas une forme d'activité convoitée et souffre même d'une certaine stigmatisation. Des aptitudes essentielles pour les diasporas commerçantes répertoriées par Mars et Ward (Raulin, 2000 : 15), nous soulignerons ici *l'expérience culturelle du statut social par acquisition et de la légitimité d'un accomplissement dans la compétition* en notant qu'ils jouent également un rôle dans l'entrepreneuriat des autochtones en créant une vision soit favorable, soit négative de la société envers l'entrepreneuriat. En Finlande, l'entrepreneuriat est stigmatisé et déprécié : la recherche de l'accumulation de richesses fait que d'une façon générale, les entrepreneurs sont perçus comme des opportunistes.

Les entrepreneurs immigrés, surtout les Subsahariens du fait de la différence physique avec les autochtones, souffrent donc d'une double stigmatisation : d'un côté le racisme et les discriminations, et de l'autre les préjugés envers les entrepreneurs. Est-ce la raison pour laquelle l'« intention entrepreneuriale » des immigrés est encore moins élevée que celle des autochtones ? D'après Joronen, Salmenkangas et Ali (2000), là où 14 %¹⁹ des autochtones à l'âge actif étaient entrepreneurs selon le recensement de la population de 1995, la proportion pour les immigrés était de 3 %. Quoiqu'il en soit, l'intention entrepreneuriale des immigrés sera vraisemblablement croissante à l'avenir pour plusieurs raisons comme, par exemple, la structure de l'âge de la population immigrée par rapport à la population autochtone vieillissante. Il y a

¹⁸ G7 de l'époque : Angleterre, Italie, Japon, Canada, France, Allemagne, Etats-Unis.

¹⁹ 14% dont plus de 5% dans l'agriculture et en peu plus de 8% pour d'autres secteurs de l'entrepreneuriat.

également le fait que la plupart des immigrés habitent en Finlande depuis peu : l'on ne devient pas forcément entrepreneur dans les premiers temps de l'immigration.

Le commerce ethnique est donc un phénomène émergeant en Finlande. Son existence est de plus en plus visible dans le paysage urbain. De manière classique, ce sont des enseignes de restauration qui se sont implantées en premier et cela à partir de la deuxième moitié de la décennie 1990. Cette évolution a été suivie par l'émergence d'autres commerces, d'abord ceux tenus par les Asiatiques fin 1990, puis, depuis les années 2000, ceux des ressortissants d'Afrique subsaharienne. Ces commerces ethniques sont encore peu nombreux, mais l'on peut constater une différenciation spatiale à l'échelle de la ville quant à leurs choix d'implantation. C'est en effet le quartier de Kallio qui concentre une grande partie de ces commerces à Helsinki.

Le cas de Kallio : Mogadiscio avenue

Kallio, qui signifie en français « rocher », est un quartier péricentral d'Helsinki. C'est un quartier de tradition ouvrière ayant longtemps accueilli des populations migrantes, aussi bien nationales qu'internationales. C'est également un espace où la fonction résidentielle se conjugue avec la fonction commerciale depuis le début de l'urbanisation du périmètre dans la deuxième moitié du 19^e siècle.

Kallio est l'un des quartiers les plus étudiés d'Helsinki et de toute la Finlande. Il est également l'un des quartiers de la capitale dont l'histoire suscite une image controversée à l'échelle du pays entier. Pour certains, Kallio représente la résistance romanesque des classes populaires, la survie de l'idéologie ouvrière et la persistance de la culture populaire et bohème qui prend sa source dans le mouvement culturel « underground » finlandais, développé particulièrement à Kallio à partir des années

1960. Pour d'autres, il s'agit de l'origine de tous les maux, ayant acquis sa réputation en débuts du 20^e siècle avec le développement d'un port à proximité et de la culture des marins qui allait de pair avec l'implantation de bistrots, hauts lieux de la consommation d'alcool et de situations de conflits et de bagarres. Cette réputation, qui persiste encore de nos jours, fait l'objet de débats. « *Il n'y a que la réputation d'antan qui laisse supposer un passé soit disant dangereux et un mode de vie peu respectable* » (Kulttuurivihkot in Mäenpää, 1991). Cependant, nombreux sont ceux qui encore aujourd'hui attachent une image de criminalité, de consommation de drogues et de prostitution au nom de Kallio. *Kallio est un exemple de quartier terrifiant où on peut certainement rencontrer des surprises, mais qui n'est pas un lieu de résidence convenable pour les êtres humains* (Kulttuurivihkot in Mäenpää, 1991). D'autres disent avec cynisme que *les pauvres n'ont pas été entièrement éradiqués de Kallio, pas plus que la syphilis de Töölö* (Kulttuurivihkot in Mäenpää, 1991).²⁰

En effet, Kallio n'a pas échappé à la dynamique urbaine de reconquête des espaces centraux et péricentraux qui caractérise les villes du Nord et dans une moindre mesure les villes du Sud. La gentrification a touché le quartier, mais son ampleur et ses modalités ne font pas consensus chez les personnes l'ayant étudiée.

Hämeentie, l'axe principal traversant Kallio, est l'endroit où l'on trouve la plus forte concentration spatiale de commerces étrangers à Helsinki, notamment ceux des Subsahariens. Dans le langage populaire, les autochtones parlent depuis quelques années de la « Mogadiscio avenue ». Ce nom attribué à l'avenue est certes évocateur de l'image que les autochtones attachent à l'endroit, mais à quel point reflète-t-il la réalité ? Il est dit, précédemment, que Kallio est l'un des quartiers les plus étudiés en

²⁰ Töölö est un quartier péricentral de l'Ouest d'Helsinki à distance à peu près égale du centre que Kallio, mais abritant traditionnellement la bourgeoisie et les couches moyennes anciennes.

Finlande, mais il n'existe pas d'études qui s'intéressent au phénomène de commerce ethnique en son sein. Dans une étude exploratoire, réalisée en 2007 dans le cadre d'un mémoire de Master, j'ai essayé d'appréhender ce phénomène en réalisant une enquête de terrain auprès de ces commerçants. Je me suis plus particulièrement intéressée au cas des commerçants africains.

Je parlais du constat que le nombre d'enseignes africaines avait augmenté dans le périmètre et je voulais comprendre qui étaient ces commerçants, quels étaient leurs parcours professionnels et migratoires. Je voulais également me renseigner sur les motifs de leur choix d'implantation dans ce quartier en sachant que probablement peu d'entre eux y vivaient puisque rares sont les immigrés africains qui résident à Kallio. En troisième lieu, je voulais en savoir davantage sur la caractérisation de ces commerces : est-ce la marchandise ou les services vendus destinés aux coethniques du commerçant, aux autres étrangers ou bien aux autochtones également ? Autrement dit, est-il question de commerce « exotique », « ethnique » ou « banal » (Ma Mung et Simon, 1990)

Plus que les résultats, ce sont les difficultés rencontrées au cours de l'enquête dont l'observation est pertinente ici. En effet, j'ai recensé six commerces tenus par des subsahariens dans le quartier. La plupart du temps (quatre commerces sur six), le propriétaire était présent dans les lieux en s'occupant personnellement du fonctionnement de son commerce. Je n'ai jamais rencontré les propriétaires des deux autres magasins et je n'ai obtenu que très peu d'informations les concernant en parlant avec les employés.

J'ai appris que le profil des propriétaires correspondait à celui de la communauté des Subsahariens à Helsinki : très hétérogène. Sur six commerçants, trois étaient naturalisés finlandais dont une femme d'origine somalienne, un homme

d'origine gambienne et un homme d'origine nigériane. Parmi les trois commerçants non naturalisés, il y avait une femme guinéenne, un homme somalien et un homme ghanéen. Ils représentaient trois religions différentes : l'islam, le catholicisme et le protestantisme. Quant aux types de commerce recensés, la femme guinéenne tenait un salon de coiffure proposant également des soins et des produits de beauté. La femme d'origine somalienne vendait des produits de beauté, des vêtements et des accessoires. L'homme ghanéen tenait un *call center* et l'homme d'origine gambienne faisait du commerce en gros et au détail de cartes téléphoniques. L'homme d'origine nigériane avait un magasin d'alimentation vendant des produits africains et orientaux. La plus grande des enseignes ayant également la plus grande variété de produits proposés était tenue par l'homme somalien. Il vendait des produits alimentaires et de beauté, des vêtements et des objets décoratifs.

Certains d'entre eux étaient arrivés en Finlande pour rejoindre un conjoint finlandais, d'autres en tant que réfugiés ou pour faire des études. Certains étaient en Finlande depuis plus de dix ans, d'autres étaient arrivés quelques années auparavant. Certains avaient l'anglais comme langue maternelle, d'autres ne le maîtrisaient guère. Certains parlaient parfaitement le finnois, d'autres non. Un seul d'entre eux, plus bavard que les autres, a accepté de m'accorder un entretien. C'est ainsi que je me suis confrontée au problème de la collecte de l'information sur le terrain. Les commerçants étaient sur leurs gardes, ils ne souhaitaient pas partager leurs expériences avec moi. La méthode des entretiens semi-directifs était donc écartée durant l'enquête. L'observation participante a également montré ses limites dans de telles enseignes, car ma présence dans de petits locaux dérangeait les clients et les commerçants en faussant leurs interactions. Plusieurs commerçants m'ont fait savoir qu'ils n'appréciaient pas ma présence prolongée. Par conséquent, je n'ai pas pu établir de lien

de confiance avec les informateurs et je n'ai pas réellement pu vérifier mes hypothèses.

Il est difficile de dire la raison pour laquelle les commerçants se montraient si méfiants. Avaient-ils peur que je puisse utiliser les informations obtenues contre eux d'une manière ou d'une autre ? En effet, ils m'ont tous demandé à plusieurs reprises les motifs de mes questionnements, à qui étaient destinées les réponses. Y avait-il par exemple des irrégularités dans le fonctionnement de leur commerce qu'ils voulaient éviter d'exposer, connaissant la rigueur du système finlandais ? Était-ce simplement une question de personnalité, les individus que j'ai rencontrés n'étant pas du genre à dévoiler leur vie à une inconnue ? Durant mon enquête, j'ai remarqué que les autochtones se faisaient rares dans les commerces des Subsahariens. Il se peut que la raison de la réticence des commerçants soit liée à ma personne et à ce que je représente à leurs yeux.

Quoiqu'il en soit, il est possible d'affirmer que le nom de « Mogadiscio Avenue » n'a pas de fondement en ce qui concerne le nombre de commerces et la nationalité des commerçants. En effet, les commerces ethniques les plus nombreux sur l'Avenue sont ceux des Asiatiques : des Chinois, des Indiens et des Pakistanais. Il s'y trouve six commerces subsahariens dont seulement deux sont tenus par des Somaliens.

Conclusion

De l'émigration de masse des finlandais à l'immigration des Africains, nous avons d'abord parcouru en bref l'histoire migratoire finlandaise et, dans un deuxième temps, l'une de ces composantes actuelles : les migrants subsahariens. Nous avons constaté que le phénomène de l'émigration a marqué des générations entières et que la tournure historique se situe dans les années 1990, époque où la Finlande est devenue statistiquement un pays d'immigration. Si les

débuts de l'accueil des étrangers furent modestes, parfois même maladroits et juridiquement arbitraires, la législation concernant les étrangers a évolué dans le temps. Il existe cependant toujours un décalage entre la politique existante et les besoins observés.

Enfin, même si l'immigration subsaharienne en Finlande est moins importante que dans d'autres pays européens, il s'agit d'un phénomène de plus en plus visible. Cette visibilité peut notamment se traduire par l'implantation de commerces ethniques tenus par cette population. Si le phénomène est croissant, les travaux sont encore peu nombreux. L'enquête exploratoire ici présentée démontre que pour bien lire ces dynamiques commerciales, il est avant tout nécessaire de procéder à une immersion dans le temps et, ainsi, se « faire une place » auprès des commerçants.

Anna-Kaisa Ranta
Université de Poitiers (2007)
annakaisaranta@hotmail.com

Bibliographie

- Ekholm, Elina (1994) *Syrjättyä vai selviytyä, pakolaisten elämää Suomessa* – « Se marginaliser ou s'en sortir, la vie des réfugiés en Finlande », Sosiaali- ja terveysministeriön selvityksiä – « rapport du ministère des affaires sociales et de la santé », Helsinki, 114 p.
- Joronen, Tuula ; Salmenkangas, Mari Ali, Abdullahi (2000) *Maahanmuuttajien yrittäjyys Helsingin seudulla* – "L'entrepreneuriat des immigrants dans le district d'Helsinki", Helsinki, Helsingin kaupungin tietokeskus, 89 p.
- Joronen, Tuula (1997) *Afrikkalaisten työllistymispolut* – Les itinéraires de l'emploi des

africains, Helsinki, Helsingin kaupungin tietokeskus, 89 p.

Joronen, Tuula (dir.) (2005) *Maahanmuuttajien elinolot pääkaupunkiseudulla – "Les conditions de vie des immigrés dans la région de la capitale*, Helsinki, Yliopistopaino, 166 p.

Laakkonen, Risto (2009) Turvaan tulleet : Osa 12. Pakolaispolitiikan historia – A l'abri : tome 12. L'histoire de la politique d'asile, *Monitori-lehti*, n°3, p. 18.

Ma Mung, Emmanuel ; Simon, Gildas (1990) *Commerçants maghrébins et asiatiques en France*, Paris, Masson, 138 p.

Mäenpää, Pasi (1991) *Kallion keskiluokkaistuminen 1980-luvulla, työläisyhteiskunnan tuho? – La gentrification de Kallio dans les années 1980, la fin du proletariat ?*, Helsinki, Helsingin kaupunkisuunnitteluviraston julkaisuja, 104 p.

Petrell, Natasha (2008) Valvontayhteiskunnasta kohti tasavertaisuutta – De la société de surveillance vers l'égalité, *Monitori-lehti*, n°1, pp. 6-7.

Raulin, Anne (2000) *L'ethnique est quotidien : diasporas, marchés et cultures métropolitaines*, Paris, L'Harmattan, 229 p.

Seppälä, Antti (2000) Maahanmuuton lyhyt historia; pakolaisyllätys 1970-luvulla – L'histoire courte de l'immigration, l'arrivée inattendue des réfugiés dans les années 1970, *Työministeriön julkaisu – Publication du Ministère du Travail*.

Söderling, Ismo (1998) *A changing Pattern of Migration in Finland and Its Surroundings*, Helsinki, Väestöntutkimuslaitos- The Population Research Institute, series D 32, 72 p.

Ylänkö, Maaria (2002) *La Finlande, pays d'accueil : Approche historique et anthropologique. Le cas des immigrés d'Afrique noire*, Helsinki, Gummerus, 294 p.